

Au Chili, des tranchées contre les migrants

Les fossés construits sur l'ordre du président d'extrême droite n'empêchent pas les entrées irrégulières

Hippolyte Radisson

Arica, Colchane (Chili) - envoyé spécial - On ne clôture pas un pays aussi aisément qu'une pelouse. « *C'est triste de se rendre compte qu'il est difficile de tout fermer* », regrette le policier chilien en faction à côté de tranchées creusées entre Colchane, au Chili, et Pisiga, en Bolivie, à 3 700 mètres d'altitude, dans les vastes étendues de l'Altiplano, ce haut plateau des montagnes andines. Au total, en comptant ceux creusés à la frontière avec le Pérou, une dizaine de kilomètres de fossés ont été ouverts depuis l'investiture, à la mi-mars, de José Antonio Kast, le président chilien d'extrême droite. Une goutte d'eau comparée au millier de kilomètres qui sépare le nord du Chili de ses deux voisins.

Ces tranchées ont été voulues par José Antonio Kast, qui a promis de faire rugir « *les pelleuses pour bâtir un Chili souverain* ». Ces ouvrages doivent couvrir au total 60 kilomètres, considérés comme particulièrement vulnérables. Ils symbolisent sa politique contre l'immigration irrégulière, qu'il relie à la délinquance.

La nouvelle administration tente d'élargir et d'étendre les quelques portions de fossés qui existaient déjà à Colchane depuis 2017. « *Par là, des études environnementales sont en cours pour voir s'il est possible de creuser dans le Salar [désert de sel]. Par ici, il y a unbofedal [une zone humide propre aux Andes], explique le policier en désignant un espace à la végétation basse. Si on creuse davantage, il y a un risque que l'ouvrages'effondre.* » Par endroits, le fossé n'atteint qu'1 mètre de profondeur, loin des 3 mètres promis.

« *Les pelleuses ne sont pas là, prévient le fonctionnaire. Elles sont près de la colline, plus au nord, de l'autre côté du complexe douanier, car la migration se déploie par là-bas.* » Face aux obstacles, de nouvelles routes se créent aussitôt. De toute façon, reconnaît l'agent en faction, « *si les migrants passent par le marais, on va avoir du mal à leur courir après pour les rattraper !* ». A cette altitude, tout effort est compté.

Malgré le durcissement des mesures à la frontière – présence militaire renforcée, drones, caméras thermiques – « *les entrées irrégulières se poursuivent tous les jours* », certifie Felipe Pardo, coordinateur local de la Fondation d'aide sociale des Eglises chrétiennes, un organisme qui accueille les migrants.

Sergio Parra, 26 ans, Heidi, 21 ans, et leur petit Axel, un an et demi, en témoignent. Cette famille colombienne raconte, dans une maison d'accueil de l'ONG, son entrée clandestine, le 20 mars. « *Nous avons franchi le fossé de Colchane avec l'aide de passeurs. Une personne était en bas pour nous faire la courte échelle, une autre en haut pour nous hisser. Des camionnettes de militaires n'étaient pas loin mais n'approchaient pas* », témoigne M. Parra. La famille a ensuite mis le cap vers Iquique, la ville la plus proche. Le jeune père est remonté

contre le discours du président : « *Une frontière ne peut pas se fermer, dire le contraire est stupide.* »

Diminution des flux

La promesse de M. Kast a pourtant séduit Colchane, où il a réalisé son meilleur résultat lors de la présidentielle, avec 93,8 % des voix. Les 790 habitants, en majorité membres de la communauté autochtone aymara, sont restés marqués par la vague d'immigration survenue après le début du Covid-19. Au niveau national, la population étrangère a bondi de 45 % entre 2018 et 2023, pour atteindre 10 % de la population.

A Colchane, des centaines de personnes, vénézuéliennes, haïtiennes, colombiennes ou encore dominicaines, arrivaient chaque jour en quête de stabilité économique et politique. La place centrale était remplie de tentes, les infrastructures étaient débordées. « *Il y avait peu d'auberges pour les accueillir, des problèmes d'approvisionnement et beaucoup de vols. Ce fut difficile* », glisse Osvaldo Chambe Cuentas, chargé du personnel auprès du maire (indépendant).

A l'infirmerie du village, Yolanda Flores, cheffe de la direction de santé, voyait défiler des arrivants « *en manque d'oxygène à cause de l'altitude, trempés après avoir traversé le marais dans la nuit glacée ou avec des fractures après une chute dans les fossés* ». Depuis 2023, les flux ont diminué. En 2025, 26 000 entrées irrégulières étaient recensées au niveau national, soit 54 % de moins qu'en 2021. Avec « 3 525 » entrées irrégulières recensées entre le 11 mars et le 6 mai, les autorités se réjouissent d'une « *chute de 79,3 %* » par rapport au début du mandat de l'ex-président de gauche Gabriel Boric, en 2022. « *Avec ce qui se passe au Pérou, il peut y avoir de nouveaux mouvements. Ce pays* [encore suspendu aux résultats du premier tour de la présidentielle du 12 avril] *traverse une crise politique* », anticipe néanmoins Yolanda Flores.

A 200 kilomètres de là, vers le nord-ouest, les pelleteuses font aussi leur œuvre. La frontière de Chacalluta, à la limite avec le Pérou, est proche d'une grande ville, Arica, au bord du Pacifique. Ses abords sont peuplés de milliers de mines antipersonnel datant de la dictature militaire (1973-1990), et les fortes pentes de montagnes alentour rendent les passages plus compliqués que sur l'Altiplano.

Plusieurs tranchées surmontées d'un monticule se dessinent à l'horizon. L'armée verrouille les accès : il ne faut pas que des images filtrent. « *Les bandes criminelles observent déjà le dispositif pour voir comment le détourner* », explique le délégué présidentiel dans la région, Cristian Sayes, en déployant un plan de la frontière. Les passages sont désormais impossibles grâce à une stratégie en « *trois couches* », assure-t-il : « *La barrière physique avec la tranchée, les monticules qui la surplombent et des obstacles métalliques, puis les technologies de surveillance, et enfin les équipements motorisés et postes d'observation.* »

Le maire d'Arica, Orlando Vargas (indépendant), n'est pas de cet avis : « *Il est très difficile d'arrêter la migration humaine.* » L'édile en sait quelque chose : sa commune a vu arriver « *50 000 habitants, dont 39 000 Vénézuéliens, ces cinq dernières années* ». Dans son bureau, il poursuit : « *La tranchée ? Il suffit de poser une planche de trois mètres au-dessus pour la traverser. Et l'armée manque de machines et d'hommes... Ce qui aurait été réellement utile, c'est un travail diplomatique avec le Pérou, pour qu'ils acceptent les reconduites.* »

Trous dans la raquette

L'élú admet que les tranchées peuvent perturber le passage des camions de contrebande. Mi-avril, deux Boliviens qui tentaient de reboucher un fossé à Colchane avec une pelleuse dérobée au chantier ont été arrêtés. Les réseaux de narcotrafic sont chamboulés aussi. « *Certains passent maintenant bien plus au sud, par la frontière entre l'Argentine et l'Atacama* », relate Cristian Sayes.

Un policier d'Arica décrit d'autres trous dans la raquette. « *Il y a quarante passages illégaux rien que [là où les trois pays se touchent] . Nous ne pouvons pas arrêter 20 camions qui traversent en même temps. La nuit, il est difficile de savoir d'où proviennent les lumières car le territoire est vaste.* » Le projet du chef de l'Etat d'ériger des « murs de 5 mètres de haut similaires à ceux utilisés en Israël et en Hongrie » a été enterré par le commissaire nommé pour coordonner les actions à la frontière : « *C'est extrêmement cher et irréalisable* », a reconnu Alberto Soto, le 20 avril.

Le « bouclier frontalier » de M. Kast ne remplit pas, pour l'instant, l'objectif de « *fermeture totale de la frontière à l'immigration illégale* ». Le coût serait considérable, dans un contexte d'austérité imposé aux Chiliens. Il est chiffré à 400 millions de dollars (339,77 millions d'euros) par le concepteur du plan, le sénateur Cristian Vial, contacté par *Le Monde* . Et les tranchées demanderont un entretien régulier. Le vent du désert et les pluies de l'Altiplano ne les épargneront pas.

Aussi paru dans
12 mai 2026 -